

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 47 (1906), p. 41-56

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1906\\_\\_47\\_\\_41\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__41_0)

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 2. — FÉVRIER 1906

I

### PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 24 JANVIER 1906

**SOMMAIRE.** — Installation des nouveaux présidents. — Discours de M. March, vice-président, remplaçant M. Pierre des Essars, président sortant. décédé. — Allocution de M. Doumer, président d'honneur. — Compte rendu des travaux de l'année 1905, par M. March. — Discours de M. Arthur Fontaine, président pour l'année 1906 — Adoption du procès-verbal de la séance du 20 décembre 1905 — Nomination de quatre membres titulaires et d'un membre associé — Nécrologie — Correspondance. — Présentation d'ouvrages : M. le Secrétaire général. — Communication de M. Levasseur sur l'exposé comparatif des mouvements du commerce avec l'étranger.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. MARCH, vice-président, remplaçant, conformément aux règlements, M. des Essars, président sortant, décédé.

M. March se lève et prononce le discours suivant :

**MESSEURS ET CHERS CONFRÈRES,**

Notre Société vient d'être cruellement éprouvée. Il y a quelques jours, nous avons conduit à sa dernière demeure notre Président de 1905, Pierre des Essars, enlevé dans la force de l'âge — il n'avait que cinquante-deux ans — à l'affection de sa famille et de ses amis.

Certes, il eût été heureux de se trouver aujourd'hui au milieu de nous, à cette place qu'il a occupée si dignement, et vous auriez eu plaisir à le remercier des soins qu'il a donnés aux travaux et aux intérêts de notre Société, malgré l'état précaire de sa santé. Le sort implacable en a décidé autrement.

Je ne rappellerai pas ici les titres et les travaux de notre regretté Président. Vous savez tous quel concours incessant il a apporté à la Société de statistique pendant vingt-cinq ans : communications, comptes rendus, chroniques régulières, secrétariat, présidence... Il en fut un des membres les plus assidus, les plus actifs, les plus dévoués. Mais le discours prononcé sur sa tombe par M. Arthur Fontaine sera reproduit dans les colonnes de notre Journal, et peut-être trouverons-nous de plus

au Journal une notice détaillée (1). Je me bornerai à deux affirmations qui s'imposent à mon esprit.

La première, c'est que quelques-uns au moins des travaux scientifiques de notre ami, connus et appréciés à l'étranger aussi favorablement qu'en France, ont leur place marquée dans l'enchaînement des théories et des applications de la statistique. Ceux qui, dans l'avenir, s'initieront aux études auxquelles nous sommes attachés apprendront inévitablement à connaître son nom.

La seconde, c'est qu'aucun de ses anciens collègues et amis n'oubliera l'attrait qu'il exerçait, la sympathie qu'il éveillait. Il possédait sur beaucoup de choses un savoir étendu qui s'effaçait derrière une sincère modestie, mais qui s'épandait avec libéralité dès qu'il s'agissait de rendre service. Un entretien avec lui laissait une impression profondément bienfaisante, de celles qui ne s'effacent pas.

Puisse ces assurances adoucir l'affliction de sa veuve et des membres de sa famille, à qui j'adresse en votre nom l'hommage ému de nos sincères regrets.

Messieurs, aux termes de notre règlement, à défaut du Président sortant, c'est à moi qu'échoit la mission et l'honneur de remettre la présidence en de nouvelles mains. Cette fois, vous avez élu un président d'honneur et un président effectif.

On a souvent répété que l'un des premiers devoirs du statisticien, dans l'observation des faits de la vie sociale, était de rester impénétrable aux tendances diverses des partis. Il n'est peut-être pas nécessaire d'invoquer cette sérénité professionnelle pour justifier l'égal empressement avec lequel, sans distinction d'opinion, nous saluons l'élection, comme Président d'honneur de notre Société, de M. Paul Doumer, l'un des membres sortants de notre Conseil, que les représentants de la nation ont élevé, à deux reprises, à l'une des plus hautes charges de l'État.

Nous saluons aussi le choix, comme président effectif, de M. Arthur Fontaine, hier vice-président, qu'un seul de ses titres eût suffi à désigner à vos suffrages, celui d'avoir puissamment contribué à organiser en France la statistique du travail.

Et, en votre nom, Messieurs, je remercie nos Présidents du concours qu'ils veulent bien prêter au fonctionnement de notre Société.

Je prie M. le Président Doumer de venir occuper le fauteuil présidentiel et M. Fontaine de prendre place auprès de lui.

M. March quitte alors le fauteuil pour reprendre sa place au milieu de ses collègues.

M. le Président DOUMER se lève et remercie la Société du titre qu'elle a bien voulu lui décerner. On lui a fait, lui semble-t-il, brûler les étapes, puisque la Société l'a promu, de membre du Conseil, Président d'honneur, sans avoir été vice-président. C'est un honneur dont il sent tout le prix. C'est sans doute parce qu'on a pensé, et avec raison, que sans s'être jamais spécialement occupé de statistique, il en appréciait toute la portée.

J'ai préconisé l'action dans tous les domaines, dit l'orateur, mais, pour être réellement fructueuse, elle doit être intelligente et continue, c'est-à-dire s'exercer avant tout en connaissance de cause; en d'autres termes, reposer sur une observation attentive. Or, quelle meilleure méthode que la statistique, qui se base sur l'étude rationnelle et impartiale des faits observés dans le temps et dans l'espace? Mais je n'ai pas à insister ici sur les services rendus par les statisticiens, à la tête desquels je suis heureux de voir ici M. Levasseur dont les leçons et les travaux vous sont connus à vous comme à moi, depuis de longues années, et sont si universellement appréciés à l'étranger comme en France.

Ceci m'amène, continue l'orateur, à faire ressortir l'intérêt de plus en plus grand que présentent les statistiques internationales dont la complexité s'accroît, il est vrai, avec le développement économique, mais dont la connaissance devient réellement pour nous une question vitale. Connaître son pays est bien, mais pouvoir

---

1. Voir p. 53 du présent numéro.

apprécier la situation comparative de son pays par rapport aux autres est mieux. Relever, dans le domaine économique simplement, les arrêts, les dépressions, les accroissements, c'est mettre en lumière des situations et provoquer au besoin les mesures nécessaires.

C'est à cette œuvre que se sont voués les membres de la Société.

Quant à lui, en tant que Président d'honneur, il fera tous ses efforts pour mériter l'honneur qui lui a été fait et sera toujours prêt, dans la mesure de ses moyens, à favoriser le développement de la Société. (*Applaudissements.*)

M. le Président Doumer donne ensuite la parole à M. March, pour le compte rendu des travaux de la Société en 1905.

### Discours de M. March

MESSIEURS,

J'ai à vous présenter le compte rendu sommaire de la marche de notre Société en 1905. Je serai bref, car l'ordre du jour de cette séance est chargé. Ceux de nos collègues dont je rappellerai les travaux me pardonneront de le faire aussi rapidement.

Adressons d'abord un dernier hommage à la mémoire de nos collègues décédés en 1905 : *Clément Juglar, Lafabrègue, de Malarce, Camille Moron, Cayla, Michaut*, membres titulaires, *Fredericksen*, membre correspondant. C'étaient de fidèles amis de la statistique, sérieusement attachés à notre Société. Vous me permettrez de marquer d'une façon spéciale le souvenir de deux d'entre eux, de *M. Juglar*, membre de l'Institut, ancien président de notre Société, et de *M. Moron*, ancien directeur de l'Office du travail et notre ancien vice-président, si brusquement et prématurément emporté.

Enfin, Messieurs, bien qu'il soit d'usage de ne remémorer que les pertes directes de notre Compagnie, et au risque de réveiller une grande douleur, je ne puis pas ne pas rappeler l'émotion dont nous avons été saisis quand nous avons appris le deuil ineffaçable qui frappait notre vénéré maître, M. Lévassour, dans ses plus chères affections.

Messieurs, la liste trop longue des membres que la mort a ravies est compensée, un peu trop strictement peut-être, par une liste égale de membres nouveaux : MM. *Barberot, Dolléans, Elcus, Goumain-Cornille, Laffargue, Sauvaire-Jourdan*, membres titulaires, *M. von Lindenheim*, membre associé, dont nous espérons une précieuse collaboration.

Les distinctions honorifiques accordées en 1905 à des membres de notre Société ne sont point très nombreuses, mais leur qualité établit une brillante compensation : *M. Charles Laurent* a été promu à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur, *M. Lyon-Caen* a été promu officier. Nous avons chaleureusement applaudi à leur succès.

De plus, nous avons enregistré avec satisfaction le choix de *M. de Lestrade* comme membre correspondant de l'Institut, l'élection de *M. A. Neymarck* comme vice-président de la Société d'économie politique, l'admission de MM. *Liesse, Paulet, Payelle*, parmi les membres de l'Institut international de statistique.

Notre bureau a été complété par l'élection de *M. Payelle*, membre sortant de notre Conseil, comme vice-président, tandis que deux membres nouveaux entraient au Conseil : MM. *Charles Laurent*, Secrétaire général du Ministère des finances, et *M. Malzac*, ancien député.

Les travaux de l'année 1905 ont été importants et variés.

Comme études de démographie proprement dite, nous avons entendu les communications de M. Lowenthal : *Rapports entre la natalité et la mortalité*; de M. Yves Guyot : *Rapport de la population et des subsistances*. De plus, notre Journal a inséré une étude de M. Bertillon sur *la Fécondité légitime*, d'après un travail de M. Kiær; des recherches sur *la Répartition des langues parlées en Belgique*, et un examen du *Développement de la population de l'Empire allemand*, par M. Meuriot; un tableau des *Mouvements de la population en relation avec la richesse privée*, par M. Macquart, une note sur *la Diminution de la population turque en Bulgarie*, par M. Popoff.

Sur des sujets purement économiques, les communications de M. Neymarck : *Émissions et remboursements d'obligations de chemins de fer en 1904*; de M. de Colonjon : *l'Évaluation des patrimoines des personnes physiques en France*; de M. Meuriot : *les Contributions matriculaires dans le budget de l'Empire allemand*, avec les observations de M. Delamotte sur le même sujet.

Les questions sociales à l'ordre du jour ont été touchées dans la communication de M. Malzac sur *les Éléments statistiques utiles aux lois d'assistance et de retraites ouvrières* et dans la discussion qui a suivi. M. Cadoux a étudié *le Mouvement d'une caisse d'épargne locale*.

Enfin, les problèmes de méthodologie n'ont point été négligés, puisque, à la suite du discours de notre regretté Président sur *le Rôle de l'hypothèse en statistique*, nous avons entendu les communications de M. March sur *la Comparaison numérique des courbes statistiques*; de M. Fernand Faure sur l'ouvrage de notre confrère M. Liesse : *la Statistique, ses difficultés, ses procédés et ses résultats*; de M. Michel Huber sur *la Valeur comparée des coefficients qui mesurent le mouvement des mariages, naissances, décès*, et qu'enfin nous avons pu lire dans le Journal de notre Société *la Profession de foi d'un statisticien*, que notre ancien président, M. de Foville, a développée devant l'assemblée des cinq Académies.

Si j'ajoute que M. Neymarck a bien voulu nous présenter un tableau très vivant de la *Session tenue à Londres* en juillet dernier par *l'Institut international de statistique*, que de nombreuses notices bibliographiques ont été insérées dans les colonnes de notre Journal par MM. Bertillon, Barriol, des Essars, et que des chroniques de MM. Bellom, des Essars, Hertel, Yvernès nous ont tenus au courant de l'état des informations statistiques sur les questions ouvrières, les assurances, la banque, les changes, les transports, le fonctionnement de la justice, j'aurai à peu près résumé les principales manifestations de notre activité et démontré que cette activité ne s'est pas amoindrie au cours de l'année qui vient de finir.

D'ailleurs, les travaux de notre Société ont été brillamment récompensés aux deux dernières expositions universelles, celle de Saint-Louis et celle de Liège.

Au cours de l'année dernière, nous avons en effet été informés que la Société de statistique de Paris avait obtenu un grand prix à Saint-Louis et un grand prix à Liège.

Le compte moral de notre Société se présente donc sous un aspect favorable et, comme M. Delatour nous a dressé l'an dernier un compte financier bien en équilibre, il n'est pas douteux que notre Société possède de bons éléments de progrès.

C'est une constatation que notre regretté Président de 1905 eût eu plaisir à formuler devant vous et il n'eût pas manqué d'en reporter en partie l'honneur sur ses collaborateurs. Il aurait, j'en suis sûr, éprouvé une vive satisfaction à adresser de publics remerciements à notre très dévoué secrétaire général M. Fléchet, qui, je l'espère, conservera longtemps encore cette verdeur grâce à laquelle il supporte les réelles fatigues que lui occasionne parfois l'exercice de ses fonctions.

Et M. Matrat aurait été associé aux éloges, car notre Président avait été à même d'apprécier avec quel soin et quelle ténacité notre trésorier veille sur nos modestes ressources.

Enfin, le non moins dévoué secrétaire de nos séances, M. Barriol qui, avec une

juste sobriété, donne une physionomie très exacte de nos discussions, n'eût point été oublié.

Tel est, Messieurs, le cadre de l'exposé que notre Président de 1905 aurait été heureux de vous présenter, s'il n'avait été ravi à notre affection. Je me suis efforcé d'être court, car vous avez hâte comme moi d'entendre notre Président de 1906. (*Applaudissements.*)

M. le PRÉSIDENT d'honneur donne alors la parole à M. A. Fontaine, qui prononce le discours suivant :

### Discours de M. A. Fontaine

MESSIEURS,

En me faisant le grand honneur de me nommer son Président, pour l'année 1906, la Société de statistique de Paris a entendu, sans doute, manifester l'intérêt qu'elle porte au service de la statistique du travail, service constitué en 1891 au Ministère du commerce, et qui relève aujourd'hui de la Direction du travail. Si, en effet, de 1891 à 1899, j'ai pu, en qualité de chef de la section de statistique à l'Office du travail, contribuer à organiser ce service et poursuivre quelques-unes de ses enquêtes, j'ai dû, depuis ma nomination au poste de Directeur du travail, suivre de moins près l'élaboration des statistiques qui restent la base solide de notre action et de nos initiatives. C'est donc en grande partie aux efforts et aux succès de mes collaborateurs que je suis redevable du choix, pour moi si flatteur, de mes collègues de la Société : au moment même où je la remercie de l'honneur qu'elle me fait, il me paraît juste d'interpréter son choix comme un hommage rendu à tous ceux qui furent les artisans des enquêtes statistiques de l'Office du travail.

Je crois être aussi, Messieurs, l'interprète de votre pensée en évoquant la mémoire du regretté M. Moron, Inspecteur général des ponts et chaussées, Directeur de l'Office du travail de 1893 à 1899, qui fut l'un de nos vice-présidents, et qu'une mort prématurée enlevait il y a quelques mois. Une autre voix que la mienne a mission de rappeler brièvement, aujourd'hui, les services qu'il a rendus à la statistique du travail, de dire nos profonds regrets. Cette voix devait être celle de notre Président sortant, Pierre des Essars. Hélas ! lui aussi, la mort est venue brutalement le prendre et nous ne pouvons que rendre un triste et suprême hommage à son labeur fécond, à sa vie droite et simple.

Puisque c'est à la statistique du travail que je dois votre choix, mes chers Collègues, il me semble tout indiqué d'en faire l'objet du discours traditionnel du Président.

Elle a pour objet essentiel la connaissance des données numériques qui caractérisent la répartition et la condition des travailleurs sur un territoire. Elle comprend la description et la répartition en catégories de même nature des entreprises diverses ; elle doit s'efforcer d'atteindre leurs capitaux investis (l'outillage et les autres capitaux nécessaires à la marche de l'entreprise) ; enfin, elle cherche à dénombrer leurs produits et même leurs bénéfices. Elle confine aux statistiques purement financières et commerciales : la limite entre elles est forcément arbitraire et il n'y a aucune utilité à la définir avec précision. Peu importe qu'un renseignement utile, concret, dont nous avons besoin, ait été rattaché à telle ou telle catégorie abstraite de recherches : l'important est que nous en disposions.

On conçoit le rôle que doit jouer la statistique du travail dans nos sociétés modernes où, de plus en plus, la politique sociale, celle qui vise à assurer le maximum de bien-être au producteur et au consommateur, prédomine ; où beaucoup vont jusqu'à affirmer que le milieu économique sert de support à toutes les institutions, que le régime économique a, sur elles toutes, une influence, non pas exclusive, mais prépondérante. De là, la fondation, dans tous les pays, de services de statistique

du travail, ayant pour objet de coordonner les observations numériques relatives au travail et d'appuyer sur les faits toutes ces hypothèses sociales, toutes ces idées forces qu'on appelle les systèmes. Assurément, un système ne peut réussir s'il est en contradiction avec l'ordre nécessaire des choses, mais il peut parfois accroître les souffrances en incitant à gaspiller en vains efforts l'activité des hommes.

Il va sans dire, Messieurs, que la statistique du travail remonte beaucoup plus haut que les services spéciaux qui la centralisent aujourd'hui. Il est superflu d'insister sur ce point. Une seule chose est nouvelle : le besoin de centraliser, de coordonner, de développer ces statistiques.

On peut distinguer en trois groupes les statistiques relatives au travail, comme toutes autres d'ailleurs : celles qui résultent du fonctionnement même de services administratifs, celles que l'État recueille incidemment par ses services administratifs, celles qui résultent d'enquêtes spéciales.

Je n'ai pas l'intention de dresser la bibliographie des statistiques relatives au travail recueillies par les divers services publics, quelques-unes depuis fort longtemps. Vous la trouveriez presque complète dans l'*Annuaire statistique de la France*. Je me bornerai à citer quelques types.

Le compte général de l'administration des manufactures de tabacs et allumettes fournit un type excellent de la première série. Il donne annuellement des renseignements extraits des livres de comptabilité, sur l'effectif, les salaires, la production, les résultats financiers de l'exploitation. Moins fréquemment, des statistiques plus détaillées complètent ces données générales. D'autres administrations — pas toutes cependant — fournissent des comptes de gestion aussi instructifs. Toutes les entreprises industrielles et commerciales de l'État, qui établissent d'ailleurs, à la demande des rapporteurs du budget, des états de situation intéressants, mais trop variés pour être comparables, devraient présenter ainsi, annuellement et régulièrement, leurs statistiques d'exploitation en y comprenant des chiffres bien définis sur les salaires et la situation du personnel. On aurait un ensemble de précieux documents sur la condition d'une catégorie très nombreuse de travailleurs.

La statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur, publiée par le Ministère des travaux publics, fournit un type à la fois de la première et de la seconde série. La production des mines, le montant de leurs bénéfices, les maladies, les accidents survenus au personnel sont directement connus en exécution des prescriptions légales. Presque tous les autres éléments de la statistique minière : personnel, salaires, rendement, durée du travail, peuvent être contrôlés par les ingénieurs des mines dans des conditions satisfaisantes. La statistique des appareils à vapeur présente le même caractère. Il n'en va pas ainsi de la statistique des carrières, ni de celle des usines métallurgiques, dont l'établissement est confié aux ingénieurs des mines agissant comme enquêteurs, sans moyens de contrôle. Le cas est le même, d'ailleurs, pour toutes les statistiques administratives qui portent sur un personnel ne travaillant pas directement au compte de l'État. A côté d'éléments vérifiés directement par les agents de l'État en raison de leurs attributions, les comptes rendus fournissent presque toujours des données obtenues de la bonne volonté des exploitants. Et parmi ces données, les agents sont à même de vérifier incidemment les unes et acceptent les autres de confiance. Les statistiques de la seconde série ont donc une valeur très différente suivant la nature et l'intensité du contrôle qui leur sert de prétexte. Pour les mines, où le contrôle de l'exploitation est bien autre chose qu'une simple inspection du travail, la statistique de l'industrie minérale fournit une description complète des conditions du travail et de la production. C'est un exemple presque parfait de statistique industrielle. Actuellement, c'est en feuilletant la collection déjà ancienne de la statistique minière que l'on peut faire les études les plus fructueuses sur les relations entre les salaires, les bénéfices, la production, les crises.

Je donnerai, comme type de notre troisième série de statistiques, — les enquêtes, — la statistique agricole décennale, de 1840 à 1892, qui contenait des détails circonstanciés sur la condition des populations agricoles. Vous connaissez le système

de commissions d'enquête qui lui servait de base et la difficulté d'obtenir des évaluations sûres. Rappelons aussi les grandes enquêtes parlementaires au cours desquelles sont recueillies des masses de faits, dont la synthèse statistique est ordinairement impossible.

Il y a donc, en dehors de la sphère d'activité de l'Office du travail, une masse considérable, énorme, de documents, de chiffres. Quel va être le rôle de l'Office du travail ? Et tout d'abord doit-il se substituer aux administrations compétentes pour l'établissement des statistiques administratives ou semi-administratives relatives au travail ?

Un service central de statistique ne doit pas, cela me paraît évident, entreprendre les statistiques résultant déjà du fonctionnement de certains services administratifs. Il ne peut que les utiliser pour des tableaux comparatifs, pour un annuaire. Doit-il se substituer à certaines administrations pour relever, élaborer, publier les données statistiques qu'elles recueillent facilement à l'occasion du service ? Pas davantage, à mon avis. Ce serait substituer, à très grands frais, à un organisme compétent un organisme moins compétent, moins préparé à sa tâche. Les statistiques accessoires dressées par certains services publics répondent d'ailleurs à des besoins de leur gestion. Il leur faut être informés de faits connexes à ceux de leur contrôle. Ils ne consentiraient pas à les attendre d'un service étranger, sous une forme qui pourrait n'être pas appropriée à leurs besoins. Certes, un service central ne doit renoncer ni à obtenir des services administratifs certaines modifications à leurs comptes rendus qui peuvent rendre leurs évaluations plus complètes ou plus utilisables, ni à solliciter leur concours, le concours de leurs agents, pour certaines de ses propres enquêtes. Mais sa mission, à l'égard des statistiques qui peuvent résulter plus ou moins directement du fonctionnement de services publics, est de centraliser, de coordonner, de combler les lacunes. Et c'est l'enquête directe, en dehors du champ d'activité des contrôles administratifs, qui constituera le trait distinctif des Offices du travail. Enquête directe, sans pouvoirs spéciaux, sur les conditions du travail qui échappent au contrôle de l'État et dont la connaissance ne peut résulter que de déclarations bénévoles. C'est une tâche immense et délicate, qui exigerait des ressources beaucoup plus étendues que celles dont nous disposons. Aussi, la plupart de nos enquêtes, les plus importantes, ne pourraient-elles pas être abordées sans le concours des autorités locales, des fonctionnaires locaux qui remettent nos questionnaires, les reprennent, et quelquefois les remplissent eux-mêmes.

Je passe sur la besogne de centralisation et de coordination dévolue à l'Office du travail, sur les services rendus en cette matière par le Conseil supérieur de statistique, sur notre Annuaire statistique, perfectionné d'année en année, et où vous constaterez encore, au sujet des conditions du travail, tant de lacunes que nous n'avons pu combler.

Comme exemple des enquêtes que nous avons pu conduire et publier avec l'aide des services administratifs, je citerai : « La Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. » Les fiches d'établissement, une par établissement, établies par le Ministre du commerce, d'accord avec ses collègues de l'agriculture et des travaux publics, ont été remplies : pour les usines hydrauliques, par le personnel des ponts et chaussées, et pour les usines à vapeur, par le service des mines. Elles ont été dépouillées et les résultats du dépouillement publiés par l'Office du travail. En ce qui concerne les appareils à vapeur, on poursuivait un triple but qui n'est pas atteint par la statistique annuelle du Ministère des travaux publics : les rapporter aux catégories professionnelles du recensement, beaucoup plus nombreuses que celles du Ministère des travaux publics ; distinguer les petites, les moyennes et les grandes usines ; savoir dans quelle mesure la vapeur aidait ou suppléait l'eau dans les usines hydrauliques. Pour les forces hydrauliques, aménagées et utilisées, on poursuivait les mêmes buts, mais l'opération était plus importante, parce qu'elles ne sont point l'objet d'une statistique annuelle. Les résultats incomplets publiés dans l'*Annuaire statistique de 1892-1894* s'appliquaient au nombre et à l'importance des prises d'eau existantes, sur les rivières non navigables seulement, d'après des recherches



commencées en 1878 ; elle englobait d'ailleurs tous les barrages usiniers, même non utilisés. La répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques va être étudiée dans la même forme qu'en 1899, à l'occasion du recensement de 1906. Il sera intéressant de voir dans le détail à quelles industries se rapporte l'accroissement considérable des forces motrices depuis 1899 — 25 % en cinq ans pour les machines à vapeur des industries de transformation, — et dans quelle mesure relative il a profité à la grande et à la petite industrie.

Les enquêtes directes de l'Office du travail ont lieu par questionnaires envoyés aux intéressés et remplis par eux, ou par des enquêtes sur place du personnel enquêteur de l'Office. Le premier système n'offre pas de garanties suffisantes d'exactitude pour les enquêtes délicates et difficiles ; il comporte un grand nombre de « ratés », de questionnaires qui ne reviennent pas. Le second, pour une enquête un peu étendue, exige un personnel et des ressources considérables. Entre les deux, nous aurons le questionnaire « convoyé » par un agent local, système qui, pour les enquêtes simples, assure le retour des questionnaires.

Le questionnaire pur, envoyé de l'Office à l'intéressé et retourné par lui, est utilisé pour la statistique mensuelle du chômage, pour la statistique du prix des denrées vendues par les coopératives et, en outre, pour de très rares enquêtes comportant plutôt des avis que des chiffres. Pour le chômage, les questionnaires envoyés aux syndicats ouvriers demandent simplement : Combien d'adhérents ? Combien de chômeurs parmi eux, sans place à la date du 15 ? Sur 4 000 questionnaires, il en revient environ 1 200, proportion de 30 % satisfaisante en l'espèce. On obtient non pas le nombre précis des chômeurs dans chaque catégorie professionnelle de la population, mais une fonction du nombre des chômeurs. On a pu vérifier *a posteriori* que la variation de cette fonction rendait compte en gros, assez fidèlement, des variations du chômage. Elle a l'avantage d'être obtenue rapidement et sans frais, tandis que les dénombrements sont lents et coûteux.

Par l'intermédiaire des préfets, diverses enquêtes sont menées à bien. Ce sont eux qui, dans les enquêtes sur le placement, ont assuré le retour des questionnaires ; de même ils prennent soin de faire remettre et de redemander aux syndicats professionnels le questionnaire annuel sur lequel ceux-ci inscrivent eux-mêmes, plus ou moins exactement, le nombre de leurs membres et les divers renseignements destinés à la statistique publiée dans l'*Annuaire des syndicats*. Le contrôle des préfets sur l'exactitude des réponses est vague et incertain ; celui de l'Office du travail résulte d'enquêtes directes, par épreuves.

En ce qui concerne les grèves, les préfets font remplir les questionnaires par les fonctionnaires sous leurs ordres. Les réponses résultent sur presque tous les points de déclarations contradictoires des intéressés. Il s'agit d'événements sur lesquels l'attention publique est appelée. On peut donc considérer comme d'une exactitude satisfaisante les éléments au moyen desquels l'Office du travail dresse sa statistique annuelle. On voit les recrudescences de grèves obéir à de grands mouvements économiques ou à la mise en vigueur de lois nouvelles. L'influence que l'on est tenté d'accorder à telle ou telle personnalité s'atténue, s'efface quand on prend soin de consulter en même temps les statistiques étrangères, aux mêmes époques.

De toutes les enquêtes faites sur place par des enquêteurs de l'Office, la plus complexe et la plus coûteuse a été sans contredit « l'enquête sur les salaires et la durée du travail » poursuivie dans la grande et la moyenne industrie de 1893 à 1895. Il en a été rendu compte à la Société de statistique, et vous savez qu'elle a donné de très importants résultats sur l'accroissement des salaires nominaux et effectifs au cours du dix-neuvième siècle, la répartition des salaires annuels et journaliers entre les groupes de travailleurs, la durée du travail, les variations d'effectif par établissement, la stabilité de l'emploi.

L'enquête a atteint 2 957 établissements de l'industrie privée et 450 000 ouvriers, en dehors des établissements de l'État et des chemins de fer. Un enquêteur s'est rendu dans chaque établissement décrit dans le compte rendu, très souvent plusieurs fois, et l'on ne peut évaluer à moins de 30 000 fr. les frais d'enquête, soit

plus de 10 fr. par établissement. Encore les frais ont-ils été fortement réduits par le fait que près des deux tiers de ces établissements ont été visités par des conducteurs des ponts et chaussées et des contrôleurs des mines au cours de leurs tournées, sans frais de déplacement spéciaux (ces agents opérant comme enquêteurs de l'Office et non en vertu de leurs attributions administratives). Aux frais d'enquête proprement dits, il faut ajouter les frais de dépouillement et de publication (cinq volumes et un atlas) qui s'élèvent au moins à 80 000 fr. C'est donc, au bas mot, 110 000 à 120 000 fr., sans compter les frais généraux de l'Office et la quote-part des appointements du personnel organisateur et contrôleur au service central. On ne peut guère évaluer au-dessous de 150 000 fr. la dépense nécessaire pour mener à bien une bonne enquête sur les salaires, atteignant des établissements variés en nombre suffisant dans toutes les régions de la France. On conçoit qu'une telle enquête ne puisse être conduite sans le secours et l'appui des pouvoirs publics et que les fonds restreints mis à la disposition des services de statistique du travail ne permettent pas de la renouveler fréquemment. Il n'est pas utile, d'ailleurs, de suivre annuellement par ce procédé la variation très lente des salaires, et l'on ne pourrait le tenter sans lasser la bonne volonté des industriels à qui l'on demande leurs livres de paye et une foule de renseignements.

Ce qui vient d'être dit suffit pour faire ressortir, *a fortiori*, la lenteur et le coût élevé des enquêtes un peu étendues sur la petite industrie et sur le travail à domicile.

Heureusement d'autres enquêtes, plus simples, sans donner de renseignements sur le salaire annuel ni sur la répartition des salaires, permettent de suivre la variation du taux à l'heure ou à la journée dans un assez grand nombre de localités et pour d'assez nombreuses professions. Tels les bordereaux de salaires annexés aux cahiers des charges des travaux exécutés au compte de l'État, les renseignements de la statistique des grèves, les renseignements fournis par les conseils de prud'hommes, etc. Il n'est presque pas d'enquêtes statistiques de l'Office du travail qui ne se double d'une enquête sur les salaires de certaines catégories d'ouvriers. Ainsi les volumes qui viennent d'être publiés sur l'apprentissage dans l'imprimerie et l'ameublement font connaître les taux de salaire très détaillés du personnel adulte et apprenti.

Pour ne pas abuser de votre patience, Messieurs, je ne parlerai plus que d'un seul type de statistique — le plus important peut-être et le plus fécond — les recensements. L'Office du travail, répondant aux vœux qui avaient précédé sa création, a entrepris de doter la France de recensements professionnels détaillés. C'est ici le moment de rappeler, avec le nom de Lucien March, chef du service, le nom de notre éminent et dévoué collègue, M. Levasseur, qui a présidé toutes nos commissions d'étude et de publication et qui n'épargne ni son temps ni ses démarches pour convaincre les commissions du budget de l'utilité de l'œuvre entreprise. Grâce à lui, le recensement de 1901 a pu suivre celui de 1896 et nous pouvons espérer que celui de 1906 suivra celui de 1901.

Nous aurons ainsi trois recensements comparables, à des dates assez rapprochées pour permettre de découvrir les erreurs et les défauts du recensement et qui fourniront dans d'excellentes conditions l'état professionnel de la France au début du vingtième siècle : répartition des travailleurs par catégories professionnelles détaillées, suivant l'importance des établissements, suivant la condition sociale, suivant l'âge, suivant la nationalité, répartition des travailleurs en chômage suivant les mêmes distinctions. Je n'ai pas besoin de rappeler combien ces données sont essentielles à la connaissance de notre situation économique, à l'appréciation des lois sociales pendantes devant le Parlement. Ceux qui ont pu lire au *Journal officiel* du 8 janvier dernier le remarquable rapport de M. Levasseur au nom du comité de contrôle et de publication du recensement se sont rendu compte de la richesse en données statistiques des volumes en cours de publication. Ils ont pu voir aussi qu'en cinq ans, d'importants changements se produisaient, au point que, par exemple, le mouvement de concentration des grandes entreprises est déjà appréciable en cette brève période.

Le recensement a fait, dans les séances de notre Société, l'objet de trop nombreuses communications pour qu'il soit utile d'insister. Mais une autre question est posée. Quand quatre recensements, de 1896 à 1911, auront établi nettement nos points de départ, faudra-t-il, d'une part, rendre les recensements décennaux, et, d'autre part, à l'exemple des États-Unis d'Amérique, en faire la base de toute la statistique sociale ? Il est tentant, certes, de profiter d'une opération au cours de laquelle tous les habitants, sans exception, sont questionnés et dénombrés pour obtenir les renseignements sur les capitaux, la production, l'outillage, les salaires. Mais il y a deux objections graves. Ce que l'information sur ces matières gagne en étendue, elle le perd en exactitude, et le coût de l'opération statistique devient formidable. Je ne crois pas, pour ma part, que l'exemple des États-Unis doive être suivi, mais cela ne veut pas dire que les opérations du recensement professionnel ne soient pas susceptibles d'une extension prudente et graduée.

Je m'en tiens, Messieurs, à ces vues générales, et pour ne pas abuser de votre attention, j'indique, sans la traiter, une dernière question : la comparaison entre les statistiques de divers pays, la statistique internationale du travail. Elle offre une très grande utilité. Mais comme il est malaisé et peu sûr, la plupart du temps, de mettre en regard les uns des autres des chiffres obtenus dans des conditions très différentes ! Et quelle perte de temps, d'autre part, si chaque pays s'évertue à obtenir des autres des chiffres comparables à ceux qui résultent de ses définitions propres ! Il faut un organe scientifique d'unification ; il existe, c'est l'Institut international de statistique. Mais cela ne suffit pas, il faudrait qu'un bureau international, officiel ou officieux, recueillît des services nationaux les éléments d'un Annuaire du travail qui s'enrichirait d'année en année. Prévenus d'avance de la nature des chiffres à fournir, en connaissant le sens et la portée qu'ils auraient débattus, les Offices du travail rem. liraient les colonnes des tableaux, simples, sommaires, arrêtés d'un commun accord. L'Office international du travail existe, à Bâle, avec un caractère semi-officiel, mais il n'a pas encore les ressources nécessaires pour accomplir cette tâche. Les divers parlements de l'Europe ont été sollicités cette année de lui accorder de modestes subventions, et il y a lieu d'espérer, avec le concours de l'Institut international de statistique, que la publication de l'*Annuaire international* pourra être entreprise un jour.

C'est avec plaisir, mes chers Collègues, que j'ai constaté dans ce court exposé qu'il reste à faire plus encore que l'on n'a fait jusqu'ici. Rien n'est meilleur que cette vue de tâches à accomplir, elle donne des raisons de vivre et d'agir. L'honneur que la Société de statistique de Paris a fait cette année, en me nommant Président, à notre service de statistique du travail, contribuera certainement à accroître notre courage et notre bonne volonté. Recevez donc à nouveau mes remerciements et soyez persuadés que je m'efforcerai, en apportant aux travaux de notre Société ma collaboration la plus dévouée, de me rendre digne de votre confiance. (*Applaudissements.*)

La séance continue et, conformément à l'ordre du jour, M. le PRÉSIDENT met aux voix le procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté sans observations.

Sont élus, à l'unanimité, conformément aux statuts, quatre membres titulaires et un membre associé, proposés dans la séance précédente ; *membres titulaires* : MM. GUERNAUT, directeur général du mouvement des fonds au Ministère des finances ; ROULLEAU, attaché à la Banque de France ; DUBERN, attaché à la Banque de France ; GILLES, secrétaire général des chemins de fer régionaux des Bouches-du-Rhône ; *membre associé* : JULIN, directeur de l'Office du travail au Ministère de l'Industrie, à Bruxelles.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL annonce que depuis la dernière séance et en dehors du décès du si vivement regretté M. des Essars, la Société compte encore un nouveau vide dans ses rangs.

M. Ivantchof, membre titulaire, appartenant à la Société depuis douze ans, est décédé à Boulogne-sur-Seine, dans le courant de janvier. Ancien directeur du

Bureau de statistique de la Bulgarie, il était devenu ministre de l'instruction publique, puis président du conseil des ministres. Les vicissitudes politiques l'avaient rendu à la vie privée, mais sa santé était ébranlée et, depuis trois ans, il était venu demander sa guérison au climat de la France.

La statistique de l'instruction publique en Bulgarie lui doit des travaux particulièrement appréciés, et c'est à ce titre qu'il fut élu, en 1897, membre de l'Institut international de statistique.

La nouvelle de la mort de M. Ivantchof est parvenue tardivement à la Société, qui tiendra aujourd'hui à adresser un dernier souvenir à sa mémoire.

M. le Secrétaire général, dépouillant ensuite la correspondance, annonce que le quarante-quatrième Congrès des sociétés savantes aura lieu à Paris, les 18, 19, 20 avril 1906. Il rappelle, à ce propos, qu'il se met à la disposition de ses collègues pour leur faire parvenir en temps utile les cartes d'entrée aux séances. M. Levasseur insiste pour qu'un grand nombre de nos collègues y assistent.

La Société a reçu une invitation de la Société philosophique américaine de Philadelphie, la conviunt aux fêtes du bi-centenaire de la naissance de Benjamin Franklin, qui se célébreront les 17, 18, 19 et 20 avril prochain.

M. de Juraschek annonce qu'il vient d'être nommé président de la Commission I. et R. centrale de statistique d'Autriche, en remplacement de M. Inama-Sternegg, dont la démission est acceptée.

M. L. Widell annonce qu'un décret royal vient de l'appeler au poste de directeur en chef du Bureau central de statistique de Suède, fonction nouvellement créée.

M. le lieutenant-colonel et député Galarza y Vidal annonce qu'une décision royale vient de le nommer aux fonctions de directeur général de l'Institut géographique et statistique d'Espagne en remplacement du général V. Lopez Puigcerver, dont la démission est acceptée.

M. Fléchet dépose sur le bureau les ouvrages suivants : *La Crise monétaire en Espagne*, de M. Barthe; *L'Assurance des marins*, de M. Deléarde; *Éléments de statistique*, de M. Fernand Faure. Cette brochure, à laquelle sera consacrée une notice bibliographique dans un prochain numéro, est à signaler dès maintenant. Elle constitue le commencement d'une série d'études que la personnalité appréciée de l'auteur recommande, *a priori*, à l'attention des statisticiens. Le Secrétaire général lit ensuite la liste des ouvrages reçus depuis le 20 décembre et dont on trouvera la nomenclature page 80.

La parole est ensuite donnée à M. Levasseur pour développer sa communication sur l'*Exposé comparatif des mouvements du commerce avec l'étranger*.

M. LEVASSEUR rappelle qu'à l'une des dernières séances de la Société, il avait apporté un graphique portant les courbes comparées du commerce extérieur des principaux États d'Europe et des États-Unis, qu'il venait de communiquer à M. Doumer. Les membres présents ont exprimé le désir que ce graphique fût publié dans le Bulletin de la Société et accompagné d'un commentaire. M. Levasseur met aujourd'hui sous les yeux de la Société ce graphique comparatif, ainsi que plusieurs tableaux et graphiques relatifs au commerce extérieur. Il donne en même temps quelques explications sur les courbes et les chiffres de ces tableaux de style mural; le texte écrit du commentaire paraîtra ultérieurement dans ce Journal.

Les deux graphiques représentent, l'un l'importation et l'exportation du commerce spécial de la France de 1827 à 1904, l'autre le commerce comparé des États-Unis depuis le commencement du dix-neuvième siècle ou depuis le commencement de leur statistique commerciale. Les tableaux de chiffres se rapportent au commerce extérieur de la France réparti : 1° en périodes historiques; 2° en périodes économiques, et aux transports et commerce des États comparés en 1869 et 1904.

En regardant les deux courbes de l'importation et de l'exportation françaises, on voit qu'elles affectent trois allures distinctes : en premier lieu, de 1827 à 1851, les courbes sont basses et très peu ascendantes; en second lieu, de 1851 à 1875 au contraire, obliquité très prononcée dans le mouvement d'ascension, ce qui signifie

accroissement très rapide du commerce ; en troisième lieu, depuis 1875, des ondulations très fortes en baisse et en hausse et ondulations dont la trajectoire est presque horizontale : c'est-à-dire progrès intermittents et très faibles en somme. Cependant, depuis 1896, relèvement très sensible des exportations.

De 1850 à 1875 les exportations l'emportent en général sur les importations. Depuis 1876 c'est le contraire : l'excédent des importations est même très fort jusque vers 1900, malgré le tarif légèrement protectionniste de 1881 et le tarif nettement protectionniste de 1892. En 1905, l'exportation a rejoint l'importation.

Les tableaux de chiffres (périodes historiques et périodes économiques) montrent le commerce, partant en 1789 de 1 018 millions de francs et tombant, à la fin de la Révolution, par suite des troubles intérieurs et de la guerre étrangère, à 553 millions en 1799, se relevant, sous le Consulat et l'Empire, à 953 millions en 1806, date de la promulgation d'un nouveau tarif des douanes, rabattu par le blocus continental à 585 millions en 1814.

Sous la Restauration s'est formé, par une suite de lois de douanes, le régime protectionniste. Malgré les restrictions douanières, le commerce progressa grâce à la paix et au développement de l'industrie : 1 211 millions en 1830, 2 339 en 1847. Après la crise de la révolution de 1847, il atteint 2 615 millions en 1851. Ces chiffres sont ceux du commerce général.

Le second Empire est une période brillante. L'abondance de l'or, le progrès des moyens de communication, l'expansion du crédit favorisent le commerce, qui atteint 5 412 millions en 1859. En 1860, par le traité de commerce avec l'Angleterre, la France sort du régime restrictif pour entrer dans le système libéral, et le commerce s'élève à 8 003 millions. Il a triplé en dix-huit ans, augmentant plus dans la première que dans la seconde période où les événements politiques l'ont contrarié.

La guerre franco-allemande fait tomber le commerce à 7 231 millions en 1871. Dès 1872, il reprend un vigoureux élan et, malgré la crise de 1873, il s'élève à 10 720 millions en 1881. La France était encore dans cette période sous le régime libéral inauguré en 1860, malgré les tentatives faites en 1872 pour le modifier.

Le tarif de 1881, moins libéral, ouvre une nouvelle période. Celui de 1892 place de nouveau la France sous le régime protectionniste. Le commerce extérieur oscille et finalement reste, dans son ensemble (importations et exportations réunies du commerce spécial) stationnaire : 9 687 millions en 1892 et 11 466 millions en 1904.

Le graphique et le tableau comparatifs montrent la relation de ce commerce avec celui des pays étrangers. Sur le graphique, on voit tout d'abord une notable ressemblance dans le mouvement général des courbes et trois allures distinctes dans la montée de ces courbes : très lente jusqu'en 1850 ; très rapide de 1851 à 1875 ; oscillante et plus variée, suivant les pays, depuis 1876. La France, avons-nous déjà remarqué, est presque stationnaire. La courbe de l'Angleterre, stationnaire aussi pendant une quinzaine d'années, a un nouvel essor depuis 1896 ; celle des États-Unis, qui avait beaucoup fléchi pendant la guerre de Sécession et sous le régime du papier-monnaie, dépasse aujourd'hui, ainsi que celle de l'Empire allemand, dont l'essor a été très vigoureux, la courbe française. La courbe des Pays-Bas doit en grande partie au transit avec l'Allemagne son remarquable développement. Les autres courbes restent à des niveaux notablement inférieurs.

M. DOUMER fait remarquer qu'aux chiffres mentionnés, il y aurait lieu d'ajouter le mouvement des valeurs mobilières, du numéraire, du commerce à l'intérieur, pour avoir une idée complète du mouvement commercial.

M. LEVASSEUR est d'accord avec M. Doumer. Mais il y a de grandes difficultés sur beaucoup de matières à recueillir des statistiques internationales qui soient comparables. Il n'a mis sous les yeux de la Société, ce soir, qu'un graphique relatif au commerce extérieur. Il aurait pu en mettre qui sont relatifs à certaines productions agricoles, minérales, industrielles, à la circulation des richesses, aux finances ; il en fait un fréquent usage dans ses cours. Mais ce sont, sur certaines matières déterminées, des comparaisons spéciales. Il n'existe pas en réalité, malgré les essais tentés par divers statisticiens, de totalisations de la production et de la richesse des grands

États du monde qui permettent de dresser entre eux une échelle précise de leur importance relative.

Le commerce extérieur est encore un des meilleurs, ou un des moins imparfaits instruments de comparaison. Ce qui ressort du graphique, c'est que, outre les accidents de bonne et de mauvaise fortune particuliers à chaque État, il existe des causes générales qui régissent le commerce du monde et qui impriment aux courbes engendrées par ce mouvement une certaine similitude qui apparaît au premier coup d'œil sur ces graphiques. Ces causes, il est intéressant de les rechercher sous leurs manifestations statistiques et d'en discuter les résultats. M. Levasseur serait heureux que le texte dans lequel il développera davantage cette étude puisse fournir la matière d'une discussion à la Société de statistique.

M. DOUMER remercie M. Levasseur de cette très intéressante communication et pense qu'une discussion pourrait s'ouvrir utilement après son insertion dans le Journal. Dès maintenant, il indique que, si le chiffre du commerce par tête d'habitant semble favorable à la France comparativement à l'Allemagne, cela tient, semble-t-il, à la population nombreuse de l'Empire allemand, et l'élévation de notre chiffre confirmerait simplement, à côté d'un état de richesse, notre infériorité au point de vue démographique.

Les discussions qui suivront ne manqueront pas d'être fort intéressantes et permettront probablement d'en tirer des conséquences utiles à notre pays.

La séance est levée à 11 heures et quart.

Le Secrétaire général,  
E. FLÉCHEY.

Le Président d'honneur,  
Paul DOUMER.

---

## II

### NÉCROLOGIE

---

#### M. PIERRE DES ESSARS

---

##### Discours de M. A. Fontaine

Je viens, au nom de la Société de statistique de Paris, rendre un dernier hommage à Pierre des Essars, chef des études économiques à la Banque de France, membre de l'Institut international de statistique

M. Pierre des Essars appartenait à notre Société depuis vingt-quatre ans. Dès son entrée dans la Société, en 1882 et 1884, il publiait dans notre Bulletin deux études sur un nouveau procédé graphique, avec application aux opérations de la Banque de France, et une notice sur la Société de prévoyance des employés de cette grande administration à laquelle il appartenait déjà. Dans les années qui suivirent, il ne put prendre une part active à nos travaux, absorbé à la fois par ses devoirs professionnels et par l'Institut spécial qu'il avait créé pour préparer les jeunes gens à entrer dans les services de la Banque. Mais de 1890 à 1905, nous trouvons de lui, dans le Bulletin de la Société, quatorze communications importantes, ayant presque toutes pour objet la circulation fiduciaire ou des questions connexes, études substantielles où se révèle l'ingéniosité et la conscience de ce travailleur infatigable, et qui jouissent d'une légitime autorité à l'étranger comme en France. Nous rappellerons seulement : « Les Dépôts de titres à la Banque de France », étude publiée en 1897 et que l'Italie demandait encore ces jours-ci à notre secrétaire général ; l'« Étude,

de 1895, sur la vitesse de la circulation de la monnaie », vitesse dont il avait donné l'expression dans une formule simple et pratique ; « la Répartition des revenus en Autriche », publiée en 1903. Nous ne pouvons non plus passer sous silence de nombreux articles bibliographiques, très étudiés et très utiles, ni sa chronique trimestrielle des banques, qui faisait connaître rapidement, avec netteté, leurs mouvements dans le monde entier.

Aussi notre Société avait-elle été heureuse de lui décerner, en 1895, la médaille d'or Bourdin, pour reconnaître l'importance et la portée de ses travaux. Elle eut à cœur de leur donner une dernière consécration, en le nommant Président pour l'année 1905, après trois années de vice-présidence.

On peut juger, dans le discours qu'il prononça en janvier 1905 pour inaugurer son année de présidence, de l'élévation de sa pensée, de l'étendue de ses idées sur le rôle de la statistique dans la recherche des lois générales qui synthétisent les phénomènes sociaux. Mais déjà la maladie venait de l'atteindre : il devait songer à ménager ses forces, à prendre un repos mérité après cette année de labeur. La mort est venue le frapper soudainement, l'enlever à la profonde affection de sa famille et de ses amis, à la science des finances qui attendait encore de lui des études et des travaux. Cette perte suscitera de vifs et sincères regrets, et aussi une affectueuse tristesse chez tous ceux qui ont connu Pierre des Essars. C'est que l'homme d'études était doublé d'un homme de cœur, serviable, loyal et bon : à la Société de statistique où nous avons pu l'apprécier, nous ne l'oublierons pas.

Puisse ce suprême hommage rendu à la mémoire de notre Président apporter quelque réconfort à tous les siens qui le pleurent aujourd'hui et adoucir un jour l'amertume de leur douleur.

---

#### Notice de M. G. Roulleau

La mort brutale est venue frapper prématurément M. Pierre des Essars après une vie toute de travail, alors qu'il se préparait à goûter un repos que son état de santé lui commandait impérieusement, mais que, dans son besoin d'activité, il n'avait jamais souhaité. Les regrets sont doublement amers, de voir disparaître dans la force de l'âge un homme de cœur qui ne comptait que des sympathies, un savant dont on attendait encore de nombreux et féconds travaux.

La vocation économique de M. des Essars fut, sinon déterminée, du moins affermie par ses travaux professionnels, qui le mirent de bonne heure en contact avec la source précieuse des documents réunis à la Banque de France. Ce fut là qu'il développa ses facultés d'observation, qu'il mûrit son esprit, et, lorsque sa compétence spéciale le fit désigner pour prendre la direction du service des études économiques de la Banque, il y apporta des connaissances étendues et le résultat de longues réflexions. Aussi put-il y rendre des services signalés. Il donna en particulier un concours précieux aux études préparatoires du renouvellement du privilège d'émission en 1897.

Depuis 1882, il faisait partie de la Société de statistique, et prenait à ses discussions la part la plus active. Il serait trop long d'énumérer les questions qu'il aborda, soit au cours des séances, soit dans les articles dont il enrichit notre Journal ; nous nous bornerons à citer ses travaux les plus remarquables.

Ce fut à notre Société qu'il communiqua le résultat de ses *recherches sur la vitesse de circulation de la monnaie*, qui forment certainement la partie la plus originale de son œuvre. Reprenant l'étude de la loi posée par notre regretté collègue, Clément Juglar, sur l'alternance des périodes de crise et de liquidation, et les indices qui permettent de les reconnaître ainsi que d'en prévoir le retour, il partit de cette idée que l'utilité de la monnaie dépend de deux facteurs : sa masse, et la vitesse avec laquelle elle circule. Dans les moments de grande activité commerciale qui précèdent la crise, et où s'accélère le

mouvement des échanges, la masse monétaire en circulation tend à augmenter : c'est ce qu'indique la diminution de l'encaisse des banques signalée par le Dr Juglar ; mais l'autre facteur ne reste pas invariable. M. des Essars montra qu'il concourt aussi, par son accroissement, à multiplier le nombre des échanges qu'il est possible d'effectuer. Il appliqua le calcul à cette partie des mouvements monétaires dont on peut suivre les fluctuations dans tous leurs détails. celle qui s'opère par l'intermédiaire des comptes courants des banques. Il eut ainsi la satisfaction de constater que la vitesse d'écoulement des comptes courants, c'est-à-dire le rapport de la somme des versements et des paiements au solde moyen annuel, subit des variations périodiques, dont les maxima et les minima coïncident précisément avec ceux que fait prévoir la loi de Juglar.

Celle-ci recevait dès lors une nouvelle confirmation, mais il y avait là surtout l'introduction, dans les recherches statistiques, d'un nouvel élément susceptible de fournir, dans bien des cas, des indications précieuses. Cet élément apparaît toutes les fois qu'un stock de produits, de numéraire, de titres, de crédit, s'écoule et se renouvelle d'une façon continue. Ces cas sont assez nombreux pour promettre à l'application de la méthode des résultats intéressants.

En cherchant, suivant son expression, « à figurer à l'état dynamique des phénomènes « considérés jusqu'ici à l'état statique », M. des Essars étendit largement le champ des investigations statistiques. L'introduction de la notion de vitesse de la circulation sera son principal titre au souvenir des statisticiens futurs ; mais ses autres travaux, par l'originalité de leur méthode et l'intérêt qui s'attache au sujet choisi, seront toujours consultés avec fruit. A l'époque où la crise des changes bouleversait les relations économiques internationales, où l'on discutait sur le plus ou moins d'opportunité pour un pays d'enrayer la dépréciation de sa monnaie, il fit de cette question l'objet d'une communication qui donna lieu à une longue et intéressante controverse. La nature de ses fonctions l'avait amené en effet à approfondir le problème du change, simple en théorie, mais dont les aspects sont souvent si complexes. Il en avait la compréhension parfaite, et savait l'exposer avec une lumineuse clarté.

Il voulut aussi rechercher comment était composée la fortune mobilière de la France. On avait bien des données sur la répartition du portefeuille global de notre pays entre les valeurs françaises et étrangères, entre les rentes, les actions et les obligations. Mais il était intéressant de savoir quels groupes de capitalistes se portent de préférence vers telle ou telle nature de valeurs. M. des Essars procéda à une enquête sur les titres déposés à la Banque de France, et le résultat qu'il en obtint jeta la lumière sur la façon dont se constituent les portefeuilles des déposants, suivant la plus ou moins grande importance de leur fortune.

Dans un ordre d'idées analogue, il étudia sur place, en Allemagne et en Autriche, les services de compensation de titres, qui remplissent pour les valeurs mobilières le même rôle que les clearing-houses pour le numéraire ; c'est un perfectionnement qu'il aurait aimé à voir introduire en France dans la transmission des titres.

Dans les dernières années de sa vie, il porta ses recherches sur la question complexe et controversée de l'incidence des droits de douane, à laquelle il fournit une contribution précieuse par sa *comparaison des prix de détail à Paris et à Londres*.

Ses études économiques et statistiques ont été publiées en partie dans le Journal de notre Société ; les autres parurent dans diverses revues.

L'ensemble de ses travaux dans notre Journal lui avait valu, en 1895, le prix Bourdin (médaille d'or), que la Société de statistique lui décerna sur le rapport de M. Cheysson. Un certain temps secrétaire des séances et membre du Conseil, puis vice-président, il fut élu à la présidence pour l'année 1905. La maladie l'avait, hélas ! déjà atteint ; ce fut une de ses dernières joies et le couronnement de sa carrière scientifique que de voir son nom figurer dans la liste des hommes distingués, souvent éminents, qui se sont succédé à la



tête de notre Société. Mais cette joie fut mêlée de l'amertume de ne pouvoir réaliser toute l'œuvre qu'il avait projetée. Il rêvait d'écrire un ouvrage sur l'équilibre économique, où il eût présenté sous un nouvel aspect les principes de l'économie politique. Il dut y renoncer ; mais il tint à honneur de présider régulièrement nos séances, malgré la fatigue qu'il en ressentait. Du reste, il appartint en pensée, jusqu'au dernier moment, à notre Société ; et c'est en préparant le discours par lequel il devait accueillir son successeur à la présidence, qu'il fut soudain frappé à mort.

Le gouvernement avait rendu justice au mérite de M. des Essars en l'appelant à siéger au Conseil supérieur de statistique et en le nommant chevalier de la Légion d'honneur. Déjà, depuis longtemps, il faisait partie de la Société d'économie politique. En 1903, l'Institut international de statistique l'avait élu au nombre de ses membres. Sa réputation s'était d'ailleurs répandue à l'étranger. En Italie, surtout, où il comptait de nombreux amis, ses avis étaient particulièrement prisés ; lors de la crise économique que traversa ce pays il y a quelques années, les conseils qu'il donna ne furent pas étrangers à l'heureux dénouement de cette situation. C'est qu'en effet l'influence scientifique de M. des Essars se manifestait en dehors de ses travaux. Il l'exerça bien souvent dans les entretiens où il tenait son interlocuteur sous le charme d'une parole claire et précise, d'un esprit droit et vif. On aimait à le consulter dans les cas difficiles, car on était sûr de trouver auprès de lui un accueil affable et de bons conseils, et il y avait toujours quelque chose à apprendre dans le commerce d'un homme qui livrait avec tant de bonne grâce les trésors de son érudition. Nous étions son collaborateur, et maintes fois nous avons pu apprécier combien étaient sages ses avis et précieux les enseignements qu'il se plaisait à transmettre aux jeunes générations.

Ce fut un esprit épris avant tout de logique, et qui ne reculait jamais devant les conséquences des principes scientifiques dont il avait vérifié l'exactitude ; il déplorait qu'on les perdît parfois de vue dans la pratique. Partisan déterminé de la liberté économique dans le sens le plus large, il réprouvait toute atteinte portée à la libre concurrence, soit des individus, soit des nations. Dans le grand débat qui divisa monométallistes et bimétallistes, il se rangea résolument du côté des défenseurs de l'étalon unique. Ne croyant pas à l'efficacité des lois humaines dès qu'elles tentent de transgresser les principes économiques, il ne pouvait approuver l'établissement, entre l'or et l'argent, d'un rapport fixe de valeur, contraire à la nature des choses.

La clarté de son intelligence et sa haute probité scientifique ne s'accommodaient point des sophismes ingénieux et des subtilités trompeuses ; il excellait à en faire ressortir les contradictions et à les réduire à néant. Que de fois l'avons-nous entendu s'élever contre les utopies et les chimères de ceux qui prétendent refaire l'humanité en la soustrayant à l'influence des inéluctables lois naturelles !

Les mérites de l'homme privé ne le cédaient en rien chez lui à ceux du savant. L'aménité de son caractère et sa réelle modestie attiraient les sympathies, que retenaient la sûreté de ses relations et sa clairvoyante bonté. Il aimait à obliger, et nombreux sont ceux qui ont contracté envers lui une dette de reconnaissance. Ses opinions scientifiques lui suscitaient parfois des adversaires, comme à tous ceux qui s'attachent à une théorie et la défendent énergiquement, — mais jamais d'ennemis. Les regrets qu'a causés sa mort prématurée ont été réellement unanimes. Puissent-ils apporter à sa veuve, à sa famille, quelque adoucissement à leur douleur.